

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Formation aux techniques d'enquêtes sur les violations de droits humains

En partenariat avec DCAF, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a mené un atelier de formation au profit des Commissaires et du personnel de la CNDH à Ziniaré du 28 février au 1 mars. La formation a permis de renforcer la capacité des participants dans la conduite des enquêtes relatives aux violations des droits humains. Les 23 participants dont six femmes ont abordé de nombreux sujets au cours de la formation dont les lignes directrices des enquêtes sur les violations de droit international humanitaire, les bonnes pratiques de la documentation sécurisée, éthique et professionnelle, les techniques d'analyse et de rédaction des rapports ainsi que les principes de base et les règles de précaution à observer pendant les missions d'investigation. Au sortir de cette formation, les participants ont exprimé leur satisfaction tout en émettant le souhait d'être temporairement accompagnés durant leurs enquêtes afin d'assurer une évaluation de la mise en œuvre des acquis en situation réelle.



Sensibilisation des organisations féminines sur la gestion des ALPC et l'éducation aux risques des EEI

En collaboration avec DCAF, le Secrétariat permanent de la Commission nationale de contrôle des armes (SP/CNCA) a organisé du 26 au 28 avril à Bobo-Dioulasso, une session de sensibilisation sur la gestion des armes légères de petit calibre (ALPC) et l'éducation aux risques des engins explosifs improvisés (EEI) au profit des organisations féminines des régions du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Sud-Ouest, du Centre-Est, de l'Est, du Centre-Ouest et des Hauts-Bassins. Cet atelier ayant regroupé 30 femmes répond à la recommandation d'une meilleure implication des femmes dans la lutte contre la prolifération des ALPC émise dans l'étude sur l'état des lieux des cadres juridiques et opérationnels relatifs aux ALPC. Cette session de sensibilisation a permis aux participantes de mieux connaître le SP/CNCA et notamment ses missions, les risques liés à la détention illégales des ALPC et l'utilisation des EEI. La suite de la session a mis en lumière le rôle des femmes dans la lutte contre la prolifération des ALPC et l'utilisation des EEI. En sus de cela, ce fut l'occasion de les outiller sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Cette formation qui a allié théorie et pratique dont des exercices de détection d'EEI et la simulation des bonnes pratiques à observer, a été très appréciée par les participantes. Ces dernières ont par ailleurs émis le souhait de recevoir une formation de formateurs afin de devenir des relais dans leurs localités respectives.

MALI



Deuxième réunion du comité consultatif de sécurité régional de San

La deuxième réunion du Comité Consultatif de Sécurité (CCS) de la région de San s'est tenue le 20 février, réunissant un total de 63 participants, dont six femmes, composé de représentants des forces de défense et de sécurité (FDS), d'autorités religieuses et coutumières, et d'organisations de la société civile. L'état des lieux concernant les recommandations de la première réunion a notamment fait ressortir qu'une meilleure définition des responsabilités de mise en œuvre est nécessaire, que les recommandations doivent être réalisables au niveau régional et qu'un suivi plus important doit être effectué. Suite à la présentation de la situation sécuritaire, le comité s'est accordé sur de nouvelles recommandations telles que l'amélioration des moyens d'alerte et la

présence renforcée de la Protection Civile lors des événements populaires. Parallèlement, du 21 au 22 février, s'est déroulée la formation de la deuxième vague de membres du CCS sur la gouvernance inclusive de la sécurité. Cette formation qui a rassemblé 28 participants dont cinq femmes, issus des services techniques et de sécurité, ainsi que des organisations de la société civile a abordé la notion de sécurité, de police de proximité et présenté le processus de RSS au Mali afin que tous les participants disposent d'une base de connaissance commune leur permettant une participation active au CSS.



«Café citoyen» sur le rôle des femmes dans la situation de crise au Mali

Pour marquer la Journée internationale des droits des femmes, DCAF, en partenariat avec EUCAP Sahel Mali a organisé le jeudi 7 mars, un « Café citoyen » sur le rôle des femmes dans la situation de crise au Mali. La rencontre a permis de créer un espace pour que la soixantaine de femmes des forces de défense et de sécurité (FDS) présentes échangent sur leur rôle dans la situation de crise au Mali. Les participantes, issues de la police, gendarmerie et protection civile, ont notamment réfléchi aux défis de la violence et de l'insécurité, à l'intégration et à la rétention des femmes dans les FDS ainsi au rôle de la représentation des femmes dans les FDS. La demi-journée a commencé avec les contributions des points focaux genre de la police, gendarmerie et protection civile, puis l'ensemble des participantes a continué la réflexion. Malgré les nombreux défis liés à la prise en compte du genre au sein des FDS, les participantes ont identifiés des opportunités telles que l'organisation de mentoring et de renforcement des capacités spécifiquement destinés aux femmes ainsi que du plaidoyer et de la sensibilisation des décideurs et des collègues pour la reconnaissance de l'importance de la participation des femmes au sein des FDS.



Présentation du rapport de l'Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action (2022-2024) de la stratégie nationale de la RSS au Mali

La présentation du rapport du suivi et évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali a eu lieu le 27 mars. DCAF a soutenu l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la sécurité (AC-RSS) tout au long de la conduite de cette évaluation citoyenne indépendante. L'événement a permis de présenter le rapport du suivi et de l'évaluation de la stratégie qui met en exergue le niveau réel de mise en œuvre des actions de son plan d'action. L'étude qui s'est déroulée pendant le dernier trimestre de l'année 2023 montre que sur les 40 actions du plan d'actions 2022-2024, une action est totalement réalisée, vingt-huit sont en cours de réalisation et onze n'ont pas été commencées. Le rapport souligne également l'existence de réformes non prévues par le plan d'action, mais qui relèvent néanmoins de la RSS telles que la constitutionnalisation des forces de défenses et de sécurité ainsi que la militarisation de la Police nationale et de la Protection civile. Pour conclure le rapport, les auteurs ont formulé des recommandations visant à assurer une mise en œuvre efficace dont le renforcement de la collaboration entre les acteurs de mise en œuvre de la stratégie, une plus grande souplesse permettant l'adaptation et la révision des priorités ainsi

NIGER



Présentation du rapport d'analyse budgétaire des secteurs de la défense et de la sécurité 2017-2022

Le 30 mars, Alternative Espaces Citoyens (AEC) a organisé une réunion stratégique avec les 10 membres du groupe de travail, dont trois sont des femmes pour présenter le rapport produit suite à la collaboration avec le DCAF. Cette session a permis d'identifier les aspects clés qui serviront de base aux projets futurs dans les domaines de l'analyse et du suivi du budget de la défense et de la sécurité. Le groupe a prévu d'actualiser le rapport sur le budget de la défense et de la sécurité pour 2017-2024, d'auditer les exonérations fiscales aux forces étrangères au Niger pour mieux négocier de futurs accords, et de revoir les marchés publics de 2015 à 2024, en se concentrant sur la transparence et le respect des règles. À la suite de la journée de réflexion, une résolution a été prise pour analyser la récente ordonnance autorisant des déviations dans les marchés publics, les impôts et la comptabilité publique, afin d'élargir l'engagement de la société civile en faveur de la transparence dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Le groupe prévoit de s'élargir en incluant des organisations axées sur la gouvernance du secteur de la sécurité et la lutte contre la corruption. Une réunion est prévue à la mi-avril pour élaborer un plan d'action.



Renforcement des capacités des OSC féminines sur leur rôle dans la mise en œuvre du Plan d'Action Femmes, Paix et Sécurité du Niger

A Niamey, la Coordination des organisations non-gouvernementales et associations féminines nigériennes (CONGAFEN), en collaboration avec DCAF, a organisé du 25 au 26 mars un atelier qui a permis de renforcer les capacités des ONG féminines du Niger dans la mise en œuvre du Plan d'Action Femmes, Paix et Sécurité. Réunissant 24 femmes et huit hommes de toutes les régions du Niger, elle a offert un espace permettant de discuter de la Résolution 1325, d'examiner les plans d'action nationaux du Niger pour les femmes, la paix et la sécurité, d'échanger sur les défis des femmes en situation de crise et de définir des actions concrètes pour l'intégration du genre dans les processus de paix et de sécurité. Les discussions se sont centrées sur l'état actuel du plan d'action national en lien avec la Résolution 1325 et les stratégies pour lutter contre la violence basée sur le genre dans des contextes d'insécurité. Les résultats ont permis une meilleure compréhension de la Résolution 1325, le partage d'expériences sur la gestion des crises et l'identification d'étapes pour que les ONG favorisent l'intégration du genre. Les recommandations ont souligné la nécessité d'accroître la participation des femmes dans divers secteurs, de renforcer le plaidoyer pour leur inclusion dans les négociations de paix, et de soutenir leur rôle dans la prévention et la réponse aux crises.



Vulgarisation des analyses et des notes d'information auprès des acteurs concernés

Du 26 au 27 mars, le DCAF a organisé à Niamey un atelier de diffusion axé sur la présentation de notes analytiques portant sur les évolutions institutionnelles dans les domaines des droits humains, de la transparence budgétaire et des mécanismes de plaintes administratives. Cet événement s'inscrit dans un effort continu pour informer les acteurs concernés des changements institutionnels en cours et de leurs implications pour la gouvernance du secteur de la sécurité, favoriser un dialogue constructif et jeter les bases d'un plaidoyer en faveur de transformations institutionnelles et politiques visant à renforcer la responsabilité dans le secteur de la sécurité. La méthodologie adoptée pour ces sessions comprenait la présentation des trois notes analytiques, suivie de séances de questions-réponses et de discussions ouvertes sur la mise en œuvre des recommandations des experts, notamment en termes d'adaptation programmatique et de plaidoyer. La première session a ciblé les donateurs et partenaires internationaux du DCAF, avec la participation notable de l'ambassade du Royaume-Uni, de l'ambassade d'Allemagne, de l'ambassade des Pays-Bas, du Bureau de la coopération suisse, de l'UNODC, de Search for Common Ground, du CICR, et du HCDH. La seconde session s'est concentrée sur les partenaires nationaux de la société civile et des médias avec la présence de 21 organisations.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)